

FÉMINISME

« Ce n'est pas possible de réformer à la marge le statut des femmes »

Tatiana Salvan

Aurore Koechlin est une sociologue française, militante féministe et anticapitaliste, autrice de « La révolution féministe » (éditions Amsterdam, 2019). Elle participera ce 13 juin au « Vendredi rouge » de Déi Lénk, une soirée consacrée à une réflexion sur les luttes féministes contemporaines. Elle explique au woxx les différents enjeux du mouvement féministe actuel et pourquoi le féminisme doit être révolutionnaire.

woxx : Vous utilisez la notion de « vagues » pour périodiser l'histoire du féminisme. Quelles sont-elles ?

Aurore Koechlin : J'utilise en effet cette périodisation – qui est plus militante qu'historique – parce qu'elle permet de fixer de grands moments d'irruption féministe dans l'Histoire et de montrer quelles ont été les revendications centrales. Elle permet aussi de s'appropriier l'histoire du féminisme, méconnue car invisibilisée, même si elle constitue une forme de simplification.

On considère généralement qu'il y a eu trois vagues principales. La première a eu lieu de la fin du 19e siècle au début du 20e siècle et a consisté à revendiquer l'égalité des droits politiques, notamment le droit de vote. Une deuxième vague a eu lieu dans les années 1960-1970 – ce qui ne signifie pas qu'il n'y a pas eu de mobilisations dans l'entre-deux-vagues. Souvent mieux connue, elle a consisté à revendiquer la liberté à disposer de son corps, avec la légalisation de la contraception et de l'avortement. L'existence de la troisième vague, quant à elle, est souvent sujette à contestation. En effet, contrairement aux deux premières vagues, elle n'a pas donné lieu à des mobilisations de masse dans la rue. Il s'agit plus d'un questionnement théorique, mais qui va toutefois avoir des conséquences profondes pour le mouvement féministe. Elle a lieu dans les années 1990, avec l'émergence de nouvelles théories, notamment la théorie queer et l'intersectionnalité.

Cette troisième vague complexifie le sujet du féminisme et insiste sur la nécessité de penser celui-ci en lien avec les dominations sociales existantes, en particulier en lien avec les questions et les mobilisations LGBTQI+ et anti-racistes. Il s'agit de prendre en compte le fait que l'axe « genre » est traversé par des questions de sexualité, de race, de classe, et qu'on ne peut donc pas isoler la question féministe des autres problématiques.

Ces vagues ont eu lieu à une échelle internationale, même si certaines critiques pointent une périodisation occidentalocentrée. On est aussi dans des moments longs – de l'ordre de la décennie et plus – et non pas autour d'une date ou d'un événement clé. Il y a également, à l'image de la vague, un bouleversement profond des sociétés, lié à l'intensité et à la durée des mobilisations.

D'après vous, nous sommes actuellement dans la quatrième vague du féminisme. Quelles sont ses spécificités ?

Cette quatrième vague est née en 2015, en Argentine, avec le mouvement « Ni una menos » (« Pas une de moins », ndlr), autour de la lutte contre les féminicides, avant d'embraser toute l'Amérique latine. Nous avons souvent tendance à faire coïncider son début avec l'avènement du mouvement #MeToo, mais celui-ci n'en constitue que le deuxième temps. La construction de la grève féministe le 8 mars, là aussi à l'initiative du mouvement « Ni una menos » en Argentine, en 2017, correspond à son troisième et dernier temps.

Chacune des vagues du féminisme se développe autour d'une revendication clé. La quatrième se concentre autour de la question des violences sexistes et sexuelles (VSS). Elle consiste à démontrer leur caractère systémique et à lutter contre elles. Bien sûr, cette question était déjà présente lors de la deuxième vague, mais elle est ici un point de cristallisation.

Par ailleurs, contrairement à l'image diffusée par les gouvernements et les médias, laquelle laisse entendre que la violence envers les femmes est essentiellement le fait d'hommes racisés ou issus des classes populaires, cette quatrième vague s'en prend d'abord aux hommes puissants et met en lumière le fait que c'est précisément parce qu'ils ont du pouvoir qu'ils ont pu commettre des VSS de façon aussi systématique. #MeToo prend naissance à la suite des accusations portées contre le producteur américain Harvey Weinstein. En France, les dénonciations autour de figures puissantes et renommées – producteurs, acteurs, animateurs... – montrent cette dimension. Cette vague déconstruit beaucoup le mythe autour des violences. Dernière spécificité : elle met au centre de son analyse l'importance du travail des femmes et de la grève féministe, en faisant le lien avec le mouvement social en général. Au moment de la deuxième vague, il y avait une volonté d'autonomisation du mouvement des femmes, de rupture au moins partielle avec un mouvement social jugé trop sexiste.

« Nous ne sommes pas actuellement dans une révolution féministe. »

Les continents africain et asiatique sont-ils également touchés par cette quatrième vague ?

Je ne suis pas spécialiste de la question, mais il y a en tout cas une mise en avant des mobilisations féministes en Iran et en Palestine. L'une des limites de la notion de vague, c'est qu'elle a tendance à aplatir les spécificités nationales autour de l'idée d'un mouvement international. Des recherches sont en cours pour voir ce qui relève des contextes nationaux et ce qui relève des mobilisations internationales. Dans le cas de l'Iran, par exemple, il y a quand même une dimension locale très forte.

« Nous crierons jusqu'à ce qu'ils nous entendent ». La quatrième vague du féminisme est née en 2015, en Argentine, avec le mouvement « Ni una menos », autour de la lutte contre les féminicides.



Aurore Koechlin.



© RAPHAËL SCHNEIDER

Quels sont les points aveugles et les points de division du mouvement actuel ?

En France, je dirais qu'il reste deux difficultés majeures. La première, c'est qu'il nous manque une revendication unifiante et collective concernant les VSS. Je pense que si les mobilisations en Amérique latine ont été victorieuses, c'est parce qu'elles se sont cristallisées autour du droit à l'avortement. C'est difficile de mobiliser autour des VSS, notamment parce que le mouvement est très divisé sur la question de la répression. Une meilleure réponse pourrait en effet consister en plus de condamnations et de prison, mais une partie du mouvement féministe argumente – avec raison à mon avis – que les politiques pourraient instrumentaliser cette question pour davantage criminaliser un type d'homme en particulier : l'homme des classes populaires ou racisé. Quelles revendications alternatives faire émerger alors ? On peut avoir des revendications qui ne sont pas répressives, mais elles demandent des changements de société plus complexes : une éducation au genre et au consentement dès le plus jeune âge, l'égalité salariale entre hommes et femmes, qui permet à ces dernières davantage d'autonomie financière et donc d'être moins dépendantes de leur conjoint en cas de violence. Mais ce sont là des revendications plus structurelles, moins directement liées à la question des VSS.

La seconde difficulté, c'est le lien avec le mouvement social en général. Si la quatrième vague y est plus ouverte que par le passé, le mouvement syndical et le mouvement ouvrier restent difficiles à convaincre de la nécessité de s'emparer des questions féministes. Un moment particulier l'a mis en lumière : lors de la mobilisation contre la réforme des retraites, deux journées de mobilisation avaient été prévues les 7 et 8 mars 2023, à l'appel de l'intersyndicale. Il y a eu 3,5 millions de personnes dans la rue le 7, et 150.000 le 8. Cet effondrement est à mon avis symptomatique du fait que le travail

de conviction autour des enjeux féministes reste encore très largement à faire dans les mouvements syndical et ouvrier.

Peut-on déjà imaginer en quoi consistera la prochaine vague ?

Il y a un risque de confusion entre vague du féminisme et génération du féminisme, ce qui n'est pas tout à fait pareil. Une vague, c'est vraiment l'explosion de mobilisations féministes internationales autour de revendications partagées. On peut avoir différentes générations de féministes au sein d'une même vague. Entre la troisième et la quatrième vague, très peu de temps s'est écoulé. C'est d'ailleurs ce qui peut faire hésiter sur le fait qu'on soit aujourd'hui dans une troisième ou une quatrième vague. Et en raison du rapprochement des vagues, on pourrait penser qu'il est question de générations : la deuxième vague correspondrait aux féministes âgées de 60 à 80 ans aujourd'hui, la troisième vague émergerait au moment des débats sur la question du voile et la quatrième serait la génération des réseaux sociaux. Ce n'est pas une bonne façon d'appréhender les choses. Il m'est donc impossible de dire en quoi consistera la prochaine vague, d'autant que la quatrième n'est pas achevée.

Les oppositions actuelles au féminisme sont féroces : suppression de certains droits, émergence des « trad wives » et des masculinistes, accusations plus générales de déstabiliser les relations hommes-femmes... Faut-il y voir le chant du cygne d'un patriarcat sur la défensive, ou bien les droits et libertés conquis de haute lutte par les femmes sont-ils réellement menacés ?

Nous sommes dans une période où il faut vraiment s'inquiéter... Le Haut Conseil français à l'égalité entre les femmes et les hommes a dévoilé en janvier dernier un rapport intitulé « À l'heure de la polarisation », et c'est exactement ce qu'on vit. On constate en effet des mobilisations très fortes sur les questions féministes (ainsi qu'antiracistes et écologiques), mais aussi l'émergence d'un discours d'extrême droite très fort sur le genre et les sexualités. On peut l'interpréter comme une forme de retour de bâton vis-à-vis de la force du mouvement féministe, mais c'est en fait bien plus dangereux. Pourquoi l'extrême droite s'empare-t-elle du terme de « féminisme » ? Plutôt que d'attaquer frontalement le mouvement féministe, elle va dissoudre le sens des mots pour créer une forme de confusion et vider le féminisme de son sens. Si tout le monde peut se définir féministe, le mouvement n'est plus lié à quelque chose de progressiste, et un floutage du clivage entre progressistes et réactionnaires apparaît. Cela permet également de respectabiliser les positions identitaires de l'extrême droite. C'est en effet plus difficile d'attaquer l'extrême droite si elle se déclare comme n'étant rien d'autre qu'une tendance du féminisme. Cet accaparement est en tout cas le signe très concret que l'extrême droite a des revendications en matière d'organisation de la société du point de vue du genre.

La focalisation de l'extrême droite sur les questions de genre est donc intimement liée à un dessein capitaliste, et pas seulement à une prétendue morale ?

Les sociétés organisent de diverses façons la production et la reproduction de la vie, généralement assignées aux

femmes. Lors des dernières décennies, avec les mobilisations du mouvement social et féministes, des services publics essayant de redistribuer un peu cette charge ont été développés, en mettant en place une santé et une éducation publiques accessibles à toutes et tous. Ce travail sortait du foyer et avait la possibilité d'être dégenré, même s'il est resté très féminisé. Cependant, avec la crise du capitalisme de ces dernières années et le développement du néolibéralisme, on assiste à une destruction systématisée des services publics et au développement de services à la personne marchandisés, que tout le monde n'est pas en mesure de s'offrir. On arrive en conséquence à un point où cette production et cette reproduction de la vie entrent en crise. L'extrême droite avance donc sa propre sortie à cette crise en faisant une double proposition : d'un côté, ce que le sociologue et politiste Félicien Fauray a appelé « un protectionnisme reproductif », c'est-à-dire garantir l'utilisation de ce qui reste de services publics aux classes moyennes blanches, et de l'autre côté, remettre au centre de la reproduction sociale la famille, donc réassigner très fortement les femmes au foyer avec une division genrée du travail très claire. On ne peut pas comprendre le phénomène des trad wives et le discours ainsi que les mesures très concrètes transphobes de Trump, par exemple, si on n'en comprend pas le lien à une vision du rôle économique de la famille.

Vous défendez justement un féminisme de la reproduction sociale, qu'est-ce que cela signifie ?

Il s'agit d'articuler dans une perspective intersectionnelle le féminisme au fonctionnement capitaliste, ainsi qu'à tous les rapports de domination.

Le capitalisme, pour fonctionner, a besoin en permanence de produire et de reproduire les travailleurs pour générer du profit. Le marxisme s'est intéressé à la question de la réalisation de cet objectif : comment, à partir du travail des travailleurs, il y a production de valeur et de profits capitalistes. Les féministes marxistes ont pour leur part essayé de mettre en lumière un point qui n'a pas du tout été traité par le marxisme classique : avant même l'entrée sur le marché du travail, comment expliquer qu'il y a des travailleurs disponibles ? Qui les produit ? Historiquement, ce travail reproductif a été assigné aux femmes dans le cadre du foyer, en s'effectuant toujours à un double niveau : à la fois intergénérationnel (les travailleurs étant mortels, il y a un enjeu à produire des enfants qui, à terme, seront les futurs travailleurs pour le système capitaliste) et à un niveau quotidien et individuel. Il va en effet s'agir à la fin de la journée de travail de reconstituer ses forces pour retourner au travail le lendemain, en ayant un repas, un lieu de vie entretenu, etc. Les femmes produisent donc non seulement des enfants, au sens biologique du terme, et les élèvent, mais elles réalisent également ce que le mouvement féministe a appelé le travail domestique. Travail qui comprend une dimension matérielle, mais aussi émotionnelle, avec l'idée de prendre soin des autres, qui a aussi été théorisée par les féministes sous le nom de « travail du care ».

Bien sûr, les femmes étaient opprimées avant que ne se développe le système capitaliste, mais celui-ci s'est développé en utilisant cette oppression préexistante, et il en est aujourd'hui dépendant. La théorie de la reproduction sociale permet de comprendre comment la société dans laquelle on vit est intrinsèquement capitaliste, patriarcale et raciste, le travail reproductif étant largement pris en charge par des personnes racisées. Elle essaie de reprendre les idées importantes de l'intersectionnalité et le fait qu'on ne peut pas penser séparément les rapports de domination, mais sans se contenter de juxtaposer les op-

pressions (raciales, sexistes, de classe), en proposant au contraire une articulation, qui peut bien sûr être discutée et améliorée.

« Le féminisme est révolutionnaire ou n'est pas », c'est la thèse défendue dans votre ouvrage « La révolution féministe ». Les avancées féministes ne peuvent-elles être obtenues progressivement ? Sommes-nous dans une révolution ?

Cette thèse est justement développée à partir de l'analyse en termes de reproduction sociale. Certaines analyses ont en effet tendance à dire que l'oppression des femmes serait un résidu du passé, une sorte de pensée archaïque qui se maintiendrait dans le présent, et que l'avenir, le progrès, la modernité signeraient la disparition de la domination. Il suffirait donc d'attendre que le temps passe. Ce que montre l'analyse en termes de reproduction sociale, au contraire, c'est que l'oppression des femmes est vitale au système actuel, parce qu'elles prennent en charge de façon gratuite et invisibilisée un travail essentiel pour le fonctionnement capitaliste. Pour moi, ce n'est donc pas possible de réformer à la marge le statut des femmes. Évidemment, il faut se mobiliser pour obtenir tous les droits qu'on peut arracher ! Néanmoins, nous ne parviendrons pas à changer la société uniquement sur la question féministe, parce qu'elle est intrinsèquement liée à l'organisation globale de la société. Un féminisme conséquent ne peut être que révolutionnaire, au sens où il inclut une modification profonde de l'organisation de la société. Il faudrait aller vers une mutualisation de la reproduction sociale, une prise en charge collective, qui ne serait plus genrée et pourrait aussi être beaucoup moins lourde à l'échelle individuelle. Il s'agit de sortir la reproduction sociale du foyer, avec le développement de cantines ou de crèches collectives de quartier, par exemple.

Nous ne sommes donc pas actuellement dans une révolution. C'est important de redonner du sens aux mots : il y a une mobilisation féministe d'am-

pleur depuis dix ans, qui entraîne des changements de société de fond, mais ce n'est pas pour autant une révolution, puisqu'il n'y a pas à l'heure actuelle un changement de fond de l'organisation de la société. Ce qui ne veut pas dire que cela n'arrivera jamais, mais il faudra un niveau de mobilisation beaucoup plus important qu'à l'heure actuelle.

« Le féminisme a une dimension universelle car il a un programme pour l'humanité. »

En ce cas, le féminisme d'État ne peut guère apporter de solutions ?

On peut faire le bilan des féministes d'État dans les années 1980 : il n'y a pas eu de changements de fond de la société. Les droits les plus centraux ont été acquis grâce à de grandes mobilisations. Je ne dis pas que les féministes ne peuvent pas être d'État, et une partie d'entre elles étaient issues des mouvements sociaux, mais c'est une impasse stratégique, selon moi. Dans le cadre de l'État tel qu'il est à l'heure actuelle, on est forcément limité par la propre logique du système. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut rejeter toute discussion avec l'État, ne pas avoir de revendications ou contester les droits obtenus !

Le féminisme n'est-il véritablement que de gauche et universel ?

Le féminisme, c'est lutter pour les droits de toutes les femmes. Ce qui interroge d'ailleurs sur la prétendue étiquette féministe que s'arrogent certains courants, notamment le féminisme capitaliste ou néolibéral. Celui-ci ne remettant pas en cause le système capitaliste, il en vient à défendre uniquement les droits des femmes blanches néolibérales, de classe supérieure, occidentales, auxquelles le système bénéficie, et, de fait, il va s'en prendre aux hommes à qui le néolibéralisme ne bénéficie pas, en

particulier les hommes racisés ou des classes populaires. Je ne sais pas si le féminisme ne peut être que de gauche, mais si on le définit comme la lutte pour le droit de toutes les femmes, on ne peut pas défendre une seule catégorie de femmes et stigmatiser les hommes les plus opprimés de cette société.

Pour ce qui est de l'universalité, il faut dépasser le clivage entre particularisme et universel. Les théoriciennes féministes s'y sont toujours employées, depuis les théoriciennes des années 1970, comme Christine Delphy, ou les théoriciennes racisées du black feminism. Ce n'est pas parce qu'on soulève le fait qu'il existe des particularités sociales, de genre, de race, de classe qu'on abandonne une volonté universaliste. Inversement, ce n'est pas parce qu'on refuse de voir ces clivages sociaux qu'on est plus universelles : au contraire, on devient aveugles aux oppressions et cela diminue notre capacité à analyser le réel. Le féminisme a une dimension universelle car il a un programme pour l'humanité, global, dans la mesure où, en partant du point de vue des femmes, il remet en question un système patriarcal qui domine tout le monde, même s'il le fait de façon différenciée. Je retrouverais une forme d'universalité dans une révolution féministe qui se ferait dans une perspective intersectionnelle, en alliance avec les hommes exploités.

« Vendredi rouge : La révolution féministe avec Aurore Koechlin », organisé par Déi Lénk, le 13 juin de 18h30 à 20h, au MK Bar (1, avenue du Swing, L-4367 Belval). Entrée gratuite.